

Le budget

presque aussi élevée que l'autre qui se bat désespérément pour arriver à survivre avec un revenu de 10 000 \$.

Voilà pourquoi le député de Mississauga-Sud a eu un choc en examinant la page 147 et a voulu s'en servir comme d'une flèche à son arc. Il s'est lui-même porté un coup à la tempe, ce qui n'est pas inhabituel de sa part.

M. Pagtakhan: Monsieur le Président, je suis resté complètement sidéré lorsque j'ai entendu le député de Mississauga qualifier d'humoristique le discours de mon collègue.

C'est une insulte aux Canadiens. Mon collègue a su exprimer de façon très éloquente—peut-être plus que n'importe qui d'autre à la Chambre—les besoins des Canadiens parce qu'il est sensible et qu'il se préoccupe de leur sort. Ce sont d'ailleurs là des caractéristiques du Parti libéral.

En écoutant mon collègue, j'ai appris certaines choses que j'ignorais. J'ai appris que les conservateurs avaient une arithmétique bien à eux. Si vous voulez dire que vous faites efficaces, soyez pourris pendant six ans, puis, pendant les deux dernières années, faites semblant d'être efficaces. Au bout du compte, vous aurez l'air d'être efficaces. Les Canadiens ne se laissent pas duper par ce genre de manoeuvre.

J'ai aussi appris que les conservateurs vivent dans un monde de rêve. Ils ne voient pas la réalité. Ils ont oublié les chômeurs, ceux qui sont obligés de dépendre de l'aide sociale. J'ai aussi appris qu'une promesse conservatrice en est une à laquelle on manque avant même que le dernier mot soit écrit, comme ce fut le cas du programme national de garderies. J'ai aussi appris que, pour les conservateurs, l'honnêteté est un tour de passe-passe.

Je voudrais demander à mon collègue de faire quelques observations, avec toute l'éloquence qu'on lui connaît, afin que l'opinion des Canadiens soit exprimée fidèlement à la Chambre. J'espère que le député de Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte acquiescera à ma demande.

M. Tobin: Monsieur le Président, me reste-t-il du temps?

Le président suppléant (M. Paproski): Il vous reste une minute et demie.

M. Tobin: Une minute et demie.

Une voix: Vous venez de vous réchauffer.

M. Tobin: Non, je n'ai pas besoin de me réchauffer. Le gouvernement m'a assez réchauffé. Il a allumé ma flamme. Il m'a rendu deux fois plus déterminé à être là avec les Canadiens lorsqu'ils auront le courage de le confronter aux prochaines élections.

Je suis ravi que le député de Mississauga-Sud ait retrouvé son ardeur et soit prêt à faire face à ses électeurs. Je trouve cela étrange que, il y a quelques mois à peine, il avait perdu tout intérêt, mais il croit certainement qu'il y a assez de belles choses dans ce document pour qu'il puisse retourner faire face à ses électeurs.

Je n'ai qu'une chose à vous dire. Dans mon coin de pays, ce document, ce budget ne passera jamais. Vous savez que les habitants de ma province sont fiers de dire, lorsqu'ils voient ce genre de balivernes—et voici le roi des balivernes, le député de St. John's-Ouest—que nous venons de Terre-Neuve et non de Disneyland. Ces gens n'accepteront jamais ce genre de balivernes venant de personnes comme le député de St. John's-Ouest ou encore le député de Mississauga-Sud.

Mme Barbara Greene (Don Valley-Nord): Monsieur le Président, j'ai trouvé très divertissantes toutes les balivernes que nous venons d'entendre.

Pour commencer, je tiens à féliciter le ministre des Finances de son excellent budget, qui marque je crois un progrès dans un certain nombre de domaines importants. Je voudrais faire porter mes observations surtout sur les possibilités que présentent, pour le régime social du Canada, les propositions sur les prestations aux enfants.

Une grande partie de ces propositions viennent du rapport du comité sur la pauvreté infantine que j'ai présidé et du comité du caucus sur la famille, dont j'ai également fait partie. L'idée de supplément de revenu gagné est vraiment révolutionnaire au Canada et nous pouvons être fiers de l'avoir proposée.

Ce que notre comité a remarqué, c'est que ceux qui échappent à la pauvreté, au Canada, sont ceux qui travaillent. Ils ont un emploi. Pour s'affranchir de la pauvreté au Canada, il faut avoir un bon emploi. L'une de nos recommandations est que le salaire minimum soit fixé à un niveau équivalant au seuil de faible revenu pour une personne. C'est déjà le cas dans quelques provinces canadiennes, dont l'Ontario et le Québec.

En Ontario, une personne qui touche le salaire minimum et travaille à temps plein reçoit environ 12 480 \$. Grâce à ce programme, une famille dont les deux conjoints travaillent peut, avec le supplément de revenu gagné, échapper à la pauvreté. Si les deux travaillent, ils toucheront 27 500 \$ avec les prestations pour les enfants. Le seuil de faible revenu, en Ontario, dans les grandes villes, le plus élevé d'après les chiffres de 1986, est de 26 803 \$. Ce sera donc là une importante incitation au travail. De la même manière, un parent seul, en Ontario, peut retirer 12 480 \$ d'un emploi à temps plein. Il obtien-